

Accord collectif

**FONDS D'ASSURANCE FORMATION
DES PROFESSIONS LIBÉRALES**

(28 octobre 1992)

(Etendu par arrêté du 15 décembre 2000
(*Journal officiel* du 21 décembre 2000))

**ACCORD DU 19 NOVEMBRE 2014
RELATIF À LA COLLECTE ET À LA GESTION DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE
PAR L'OPCA-PL
NOR : ASET1550064M**

PRÉAMBULE

L'union nationale des professions libérales, d'une part, et les syndicats représentatifs de salariés au niveau national et interprofessionnel, d'autre part, considèrent, qu'en application de la loi du 5 mars 2014 qui confie dorénavant la collecte de la taxe d'apprentissage aux OPCA, il est nécessaire que l'OPCA-PL demande l'habilitation aux pouvoirs publics, pour collecter au niveau national la taxe d'apprentissage auprès des entreprises relevant de son champ de compétences, et ce pour tenir compte :

- des politiques d'apprentissage déjà développées par les branches relevant de son champ de compétences ;
- de leur volonté de développer l'apprentissage en raison de l'élargissement du périmètre de compétences de l'OPCA-PL et du nombre de salariés dont la formation en alternance se déroule, ou pourra se dérouler, sous forme d'un contrat d'apprentissage ;
- des modifications législatives et réglementaires dans ce domaine.

Les parties signataires conviennent ainsi ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des nouvelles dispositions des articles L. 6332-1 et L. 6242-1 du code du travail, telles qu'elles sont issues de la loi du 5 mars 2014, les signataires décident de solliciter l'habilitation, auprès des pouvoirs publics afin que l'OPCA-PL puisse collecter et gérer la taxe d'apprentissage.

Article 2

Les parties signataires du présent accord conviennent qu'il s'applique à compter du 1^{er} janvier 2015, sous réserve du bon accomplissement des formalités de dépôt et d'acceptation de l'habilitation.

Article 3

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant, la partie signataire la plus diligente se charge des opérations de dépôt et de demande d'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 19 novembre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UNAPL.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC ;

CGT ;

CGT-FO.